

Courseulles : ils veulent éloigner les éoliennes

José Robert et Dominique André sont de fervents défenseurs de leur patrimoine. Membres de l'association Libre Horizon, ils comptent bien faire modifier le projet éolien implanté au large de Courseulles-sur-Mer.

« Nous sommes inquiets », confient les deux hommes. José Robert est conseiller municipal à Courseulles-sur-Mer. « Nous avons reçu un énorme dossier sur le projet éolien en mer. Toutes les communes concernées devront le consulter et donner leur avis ». Très attachés à leur paysage, ils veulent sauver leur patrimoine. Et l'histoire. Membres de l'association Libre Horizon, créée depuis un peu plus d'un an, José Robert et Dominique André présentent un projet alternatif : faire reculer le champ de 75 éoliennes prévu à une dizaine de kilomètres, d'une dizaine de kilomètres supplémentaires.

José Robert et Dominique André poursuivent en illustrant : « Le ferry qui part de Ouistreham est visible de Courseulles à 15 km. Il fait 175 m de long, c'est exactement la hauteur d'une éolienne. C'est facile de le mettre en hauteur pour voir ce que cela représente réellement. L'impact est énorme ». L'association refuse de voir son

patrimoine naturel remplacé par un site industriel. « La plupart des maires et les conseillers municipaux que l'on a rencontrés se sont laissés prendre par les images que l'on considère comme irréelles ».

Le promoteur est obligé par l'Etat de dédommager les communes impactées. « La manne financière annuelle peut doubler le budget de certaines communes. Mais les maires ne se rendent pas compte qu'ils dévaluent leur patrimoine. Les touristes vont quitter nos stations balnéaires pour aller à Saint-Laurent-sur-Mer ou Houlgate, en dehors d'une zone d'éoliennes. On va devoir tourner la page ».

De l'autre côté de la rive

Leur démarche n'est pas « tout à fait négative » comme le précisent les membres. Libre Horizon propose, non pas de supprimer les éoliennes, mais

de les éloigner. « Sur l'autre rive de la Seine, à une dizaine de kilomètres plus loin, on retrouve des fonds marins équivalents. Ce projet alternatif repousse les premières éoliennes à 21 km des côtes. C'est beaucoup plus acceptable ». L'impact visuel serait réduit de moitié.

Autre point important, l'histoire. « Nous sommes dans un lieu de mémoire particulièrement sensible. On ne peut pas mettre un paysage industriel dans ce site, cela nous paraît être une profanation », regrette Dominique André. « Alors que l'on évoque le classement des Plages du Débarquement à l'Unesco ».

L'association a rencontré le promoteur en novembre dernier au siège de d'EDF à la Défense à Paris pour soumettre son projet. « Ils ne nous ont pas rejetés. Ils vont étudier le sujet ». Le transfert de sites est équivalent sur le plan financier mais les 10 km de câble supplémentaires rendent celui de l'association plus

onéreux. « Cela représente un surcoût de 3 % du projet. On peut quand même réfléchir au sujet. EDF a été attentif à ces argumentaires. Ils doivent nous chiffrer ce qu'eux pensent du sujet », souligne José Robert tout en reconnaissant que « l'Etat est notre véritable interlocuteur ». L'association devrait d'ailleurs rencontrer très rapidement le préfet.

Leur bâton de pèlerin en main, ils ont bien l'intention d'aller à la rencontre des élus des 25 communes pour les convaincre de cette nouvelle version. Le projet actuel du promoteur a été repoussé « de façon importante. On parle de 2020. L'enquête publique va avoir lieu au 3^e ou 4^e trimestre de cette année ». Les adhérents pensent également faire des réunions publiques.

« C'est de notre responsabilité. Nous n'avons pas envie de léguer ça à nos enfants », répètent ces deux amoureux du patrimoine.



José Robert et Dominique André comptent bien faire entendre leur voix.